



# Les problématiques de la réglementation de l'usage des pesticides en agriculture urbaine en Côte d'Ivoire

• Pélégie THÉOUA-N'DRI • Komoé Guy-Roland KOSSONOU • Kadidia Mah Soko OUATTARA

## EN QUELQUES MOTS



La Côte d'Ivoire fait face à un usage accru des pesticides nocifs par les maraîchers. Cette étude, s'intégrant dans le cadre d'un travail pluridisciplinaire, a permis de questionner l'efficacité de la réglementation ivoirienne de l'usage des pesticides en agriculture urbaine, face à l'urgence d'une protection efficace de l'environnement et de la santé des populations.

## CONTEXTE



- Résurgence des questions environnementales et sanitaires avec l'utilisation des pesticides
- Risque élevé de leur utilisation en agriculture urbaine
- Engagement de la Côte d'Ivoire à lutter contre l'utilisation nocive des pesticides

## OBJECTIF



Évaluation de la qualité du dispositif juridique en vigueur en matière d'agriculture urbaine, à partir d'une analyse critique des textes et un état des lieux de leur exécution par les acteurs.

## METHODOLOGIE



À travers une démarche analytique, empirique et systémique :

- Recherche documentaire en vue de l'inventaire des textes en vigueur
- Enquêtes de terrain, entretiens avec les différentes catégories d'acteurs
- Traitement des données avec une avancée considérable dans la recherche qualitative.

## RESULTATS

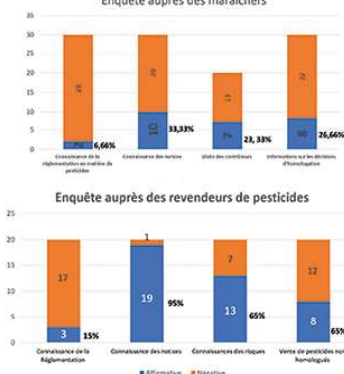


1. Forces : Arsenal juridique dense avec la ratification des textes internationaux et l'adoption de plusieurs textes nationaux.
2. Faiblesses :
  - Aucune référence spécifique des textes à l'agriculture urbaine;
  - Obsolescence et insuffisance des textes spécifiques à l'usage des pesticides;
  - Multiplicité des textes généraux et peu de textes d'application
  - Dispositif institutionnel trop centralisé;
  - Insuffisance des ressources humaines, matérielles et financière pour un contrôle efficace de l'usage des pesticides;
  - Application partielle de la réglementation par les acteurs.

## ILLUSTRATIONS



Enquête auprès des maraîchers



## CONCLUSION



- Insuffisance des moyens juridiques et institutionnels de prévention et de répression de l'usage nocif des pesticides en agriculture urbaine;
- Nécessité pour les pouvoirs publics de combler les insuffisances constatées, à travers le renforcement de la législation et un meilleur équipement des structures de contrôle;
- Nécessité d'une implication significative de la société civile.

## REMERCIEMENTS



Projet réalisé avec le soutien du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) de Côte d'Ivoire dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat de Désendettement (C2D) par l'Institut de Recherche et de Développement (IRD).

